

PAS OUBLIER !
- NOTRE HUMANITÉ
- DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS
- L'ÉTAT DE DROIT



**CHER·ES POLITIQUES,
DOIT-ON VOUS RAPPELER L'ESSENTIEL ?**

amnesty.be/elections

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



EXIGEONS QUE LES RESPONSABLES POLITIQUES S'ENGAGENT À DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS

Asile et migration, droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, changement climatique ou encore droit de protester : les enjeux que porte Amnesty International se trouvent au cœur de la campagne électorale. Malheureusement, ces questions ne sont pas toujours traitées sous l'angle des droits humains par les forces politiques. Par exemple :

- Près de 3 000 demandeurs et demandeuses d'asile se retrouvent à la rue car le gouvernement belge ne leur a pas fourni de logement ni d'autres biens et services essentiels, et ce malgré plus de 8 800 condamnations en justice pour non-respect de ses obligations en matière d'accueil. Cette dérive très inquiétante nous préoccupe. Le prochain gouvernement doit prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à cette crise de l'accueil et aux violations des droits humains dont sont victimes les personnes demandant l'asile en Belgique.
- Le débat sur la réforme de la législation sur l'avortement s'éternise depuis trop longtemps. Il est inacceptable que des centaines de Belges, chaque année, soient encore obligé-es de se rendre à l'étranger, le plus souvent aux Pays-Bas, pour pratiquer un avortement. Nos responsables politiques doivent s'engager fermement à adapter le cadre légal, notamment en dépénalisant l'avortement. La capacité des individus à exercer leur autonomie reproductive est un élément fondamental des droits humains. C'est une question de justice, d'égalité et de respect des droits fondamentaux de chaque individu.
- Plusieurs niveaux de pouvoir, dont l'État fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale, ont été condamnés en novembre dernier pour non action climatique. La Belgique doit prendre ses responsabilités et appliquer des politiques adéquates pour faire face au changement climatique.

L'année 2024 est une année électorale majeure pour la Belgique. Le 9 juin ont lieu les élections régionales, fédérales et européennes, suivies des élections locales le 13 octobre.

Le contexte actuel n'est guère à l'optimisme. On constate dans de nombreux pays européens une montée de discours et de forces politiques qui menacent ouvertement le respect des droits humains.

LES SONDAGES ACTUELS EN BELGIQUE SONT LOIN D'ÊTRE RASSURANTS.

À l'échelle internationale, le monde est marqué par des violations massives des droits humains. Des horreurs se multiplient dans des conflits meurtriers à Gaza, en République démocratique du Congo, en Ukraine, etc. En Iran comme dans de nombreuses autres régions, des personnes sont arrêté-es, poursuivi-es, voire exécuté-es pour le simple fait d'avoir manifesté leur opinion.

La Belgique doit orienter sa politique diplomatique pour favoriser le respect des droits humains et empêcher les violations massives du droit humanitaire international.

Dans ce contexte, Amnesty International a adressé un certain nombre de revendications* aux partis politiques belges et demande à ce qu'ils en fassent des priorités à concrétiser sous la prochaine législature.

Vous aussi, relayez ces revendications et demandez à nos responsables politiques de ne pas oublier de défendre les droits humains.

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

1. Signez la pétition
2. Affichez ce dazibao à vos fenêtres, dans les lieux publics ou privés qui y consentent, etc.
3. Commandez notre kit élections (qui contient ce dazibao et des stickers à coller sur les affiches électorales)



Rendez-vous sur
amnesty.be/elections

* L'ensemble de nos revendications dans le cadre de la campagne électorale 2024 se trouve sur notre site amnesty.be/elections